
Pour une paix civile fondée sur la pluralité

Jean Leca

Le Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA) a été créé en juin 1993. Pierre Bourdieu a accepté d'en prendre la présidence. Jean Leca assume la présidence du CISIA-France qui a pour but "d'organiser le soutien aux intellectuels algériens, de renforcer les liens et échanges entre la communauté intellectuelle algérienne et la communauté scientifique et culturelle française et internationale".¹

— *Quelles sont les raisons qui vous ont conduit à participer à la fondation du CISIA?*

Mon premier sentiment fut d'abord l'émotion ressentie devant l'assassinat de gens qui s'étaient distingués par leur polémique avec le Front islamique ou qui avaient manifesté leur distance à son égard, mais qui, à ma connaissance, ne pouvaient, à aucun titre, être considérés comme des complices de la police algérienne ou des forces de sécurité... Quels que soient les bruits que l'on a fait circuler sur certains d'entre eux.

A cette indignation première qui consiste à réprover l'assassinat — dont je n'impute, pour l'instant, la responsabilité à personne — s'est ajouté le problème de l'identité des victimes. Or, ces victimes me paraissaient être des éléments qui ont tenté, de manière positive, de constituer des intermédiaires sociaux par leur profession; ils sont beaucoup plus que des intellectuels — définis comme ceux qui tiennent des discours sur la société — car ils ont essayé d'établir des ponts entre

la société, ses besoins, sa détresse et d'autre part l'organisation de services et la mise en sens de ce qui se passe. Etre dans un comité algérien contre la torture, s'occuper de l'organisation d'un service psychiatrique, travailler sur la psychiatrie des enfants, participer à la production culturelle qui a été relativement vaste et pluraliste en Algérie sont autant de moyens, modestes mais importants, de constitution d'une société civile. Alors pourquoi, ces gens-là sont-ils atteints? Pourquoi ces gens-là, dont on ne m'a pas prouvé qu'ils avaient été complices ou instruments d'une violence répressive d'Etat — dans certains cas, ils en ont même été les adversaires — pourquoi ces gens-là sont-ils frappés? C'est pour soutenir la pluralité de la société algérienne et l'effort de constitution de cette pluralité sous différentes formes que j'ai adhéré au CISIA. C'est la première raison de mon adhésion.

La seconde est que je ne vois pas pourquoi et au nom de quoi, on dénie le droit de cité à certains Algériens, uniquement parce qu'on les déclare francophones ou de culture française. Que je sache ces Algériens sont les fils de la révolution nationale comme les autres. Ils ont travaillé en Algérie, comme les autres. Ils ne se sont pas enrichis de manière indue. Qu'est-ce qui fait donc qu'on déclare qu'ils sont des étrangers? Au nom de quoi?

Et, enfin, la dernière raison, c'est que par un mécanisme terrible et pervers, dans l'état de détresse et de violence où progressivement l'Algérie est entrée — et, encore une fois, je n'impute pas cela à un seul acteur — les victimes sont présumées coupables. Il faut prouver maintenant l'innocence des victimes. Pourquoi est-elle considérée coupable? Parce que des intellectuels occidentaux la défendent.

— *Que dites-vous à ceux qui vous accusent de défendre seulement des francophones?*

Je répondrais d'abord que si nous ne défendions que des francophones, alors pourquoi des gens comme le poète Laouedj, sont défendus par le CISIA? Pourquoi certains Soudanais — qui ne sont pas, je crois, francophones — sont venus nous trouver en disant: "*Votre combat est important pour nous*". Je récusé absolument la différence de droits entre intellectuels dits francophones et intellectuels arabophones. De fait, il se trouve qu'un certain nombre d'intellectuels que le CISIA soutient, sont connus comme francophones — au sens où ils écrivent en français. Je ne dis pas qu'ils ne parlent pas arabe, je dis qu'ils écrivent en français. Que je sache Malek Bennabi, qui est mort après l'indépendance, est un intellectuel considéré, par certains, comme l'une des sources de la pensée islamiste actuelle; or il a écrit *Les mémoires d'un témoin du siècle* en français. Doit-on pour autant le considérer comme un affreux francophone? Nous défendons simplement des intellectuels qui sont menacés par une violence sociale de leurs

compatriotes. Ils ne sont pas seulement menacés par la violence policière et politique (même si certains l'ont été), ils sont menacés par la violence sociale. Et pourquoi le sont-ils?

Maintenant, je voudrais faire une distinction qui est, à mes yeux, assez fondamentale: la défense des droits et la solidarité. Je suis prêt, et nous l'avons dit et écrit dès les premiers manifestes du CISIA, à défendre les droits de ceux qui sont victimes d'arrestations arbitraires et d'exécution sans loi — quels qu'ils soient — car ceci est non seulement un droit fondamental de l'homme, mais signifie aussi que nous ne faisons pas de distinctions au sein de la population algérienne, à partir du moment où elle est l'objet d'une violence illégale et injuste.

Mais je distinguerai cela du fait que certains intellectuels qui sont menacés ont essayé de faire de la société algérienne une société pluraliste. Ces intellectuels nous demandent de les aider, je ne vois pas comment je ne pourrais pas être solidaire d'eux. Mais les droits de tous les membres du peuple algérien doivent être défendus également. J'ajouterai que je pense que ces intellectuels dont je suis solidaire, défendaient aussi les droits du peuple algérien. Ils ont pris position contre la torture, ils ont pris position contre l'autoritarisme, et je ne pense pas que le fait d'avoir essayé de collaborer au comité mis en place par Mohamed Boudiaf, assassiné depuis, est une preuve d'autoritarisme.

— *Dans quelle mesure peut-on considérer que la France porte une part de responsabilité dans la situation actuelle de l'Algérie?*

C'est une vaste question. Si je l'analysais globalement, je dirais que la France a eu à la fois beaucoup d'influence, et a été en même temps sous influence; en ce sens que la France est restée le premier partenaire de l'Algérie et il y a eu une énorme opération de coopération qui s'est progressivement amenuisée, et, par conséquent, la France a toujours été considérée comme pesant d'un grand poids dans les affaires algériennes, en même temps que le nationalisme algérien mettait la France en accusation pour tout poids excessif dans les affaires algériennes. Ceci était moins dû à la réalité des rapports franco-algériens après l'indépendance — la France pesait d'un poids incontestablement excessif — qu'aux conséquences de la colonisation.

La France ne peut pas pratiquer l'amnésie sur la colonisation. Elle ne peut pas davantage pratiquer l'amnésie sur la guerre d'Algérie. Elle ne peut pas oublier — sans pour autant que les générations actuelles s'en sentent coupables — qu'en comparaison de la répression menée par la France pendant plusieurs années de guerre d'Algérie, la violence actuelle en Algérie paraît limitée. Hier encore, à Blida, on est entré dans les maisons pour assassiner des jeunes gens; il est de bon ton dans les quartiers islamistes algériens de dire à propos des flics algériens et de l'armée algérienne: "*Même les Français n'ont pas fait ça*". Mais j'ai

quand même la mémoire pour témoigner que la France a fait cela en Algérie, pendant la bataille d'Alger et ailleurs.

Cela n'efface pas le fait que le chiffre d'un million de morts algériens pendant la guerre d'Algérie est probablement surévalué ni qu'il y a eu aussi des opérations d'administration, d'encadrement et des choses qui n'étaient pas seulement de la pure et simple répression. Mais on ne peut oublier ni les bombardements des mechtas, ni les tortures systématiques et, de ce point de vue, il est compréhensible que le nationalisme algérien ait toujours considéré que la France était débitrice. Ce qui a amené les gouvernants français à avoir une double attitude: une attitude d'apparent retrait par rapport aux affaires algériennes et de soutien systématique du gouvernement, et, en même temps, des attitudes bougonnes et parfois dures, notamment en matière financière et peut-être aussi à propos du pétrole.

La seule chose que le CISIA ait demandé aux autorités françaises, c'est que la France appuie la position de l'Assemblée parlementaire européenne proposant une remise de la dette publique. Nous ne croyons pas que ceci suffise à régler le problème algérien, mais nous pensons que l'allègement des contraintes qui en résulterait aiderait l'ensemble du peuple algérien et non pas tel ou tel parti.

— Comment voyez-vous les conséquences sur la France de la situation qui se développe en Algérie et, en particulier, sur la communauté algérienne qui vit sur son sol?

La communauté algérienne en France a toujours été parcourue par deux sentiments peut-être contradictoires: même s'ils avaient été contraints de quitter l'Algérie sans le souhaiter, ils ont gagné quelque chose à leur séjour en France, et, ce faisant, ils ont à se justifier auprès de leurs compatriotes restés en Algérie; ceci est sans doute lié à leur deuxième attitude qui est un sentiment de solidarité spontanée avec le gouvernement algérien — non pas avec le gouvernement algérien menant une politique spécifique à l'intérieur de l'Algérie, mais en tant qu'il représente l'Algérie tout entière. En présence d'une situation passée de l'état de violence à un état de quasi guerre civile, les Algériens en France sont probablement extrêmement divisés, pas seulement entre eux mais aussi à l'intérieur d'eux-mêmes. Face à ces événements, certains groupes se sont réfugiés dans l'abstention et l'attentisme; comme d'autres émigrés, les Arméniens par exemple, qui se sont retirés pour s'occuper de leurs affaires en faisant le moins de bruit possible. Je crois que le retrait est certainement une tentation pour certains; d'autres vont être tiraillés entre un engagement islamiste ou anti-islamiste — au moins à distance — dans les affaires algériennes, et d'autre part une sorte de sourd ressentiment à l'égard de la France: ils peuvent penser qu'ils continuent à payer l'affaire coloniale, et même s'ils n'ont pas raison, c'est

une tentation que l'on peut comprendre.

— *Comment voyez-vous les réactions des beurs?*

Les beurs, c'est-à-dire les jeunes... Parce que les gens qui ont 40 ou 45 ans ont souvent fait des choix: soit ils sont sécularistes ou kabyles ou de gauche, soit ils considèrent que le besoin d'ordre représenté par un ordre musulman est nécessaire dans un monde où les fils ne respectent plus leur père, où les femmes ne sont plus à leur place, où la morale se défait (de ce point de vue, leur attitude n'est pas très différente d'un traditionaliste, un archevêque de Paris par exemple), soit, enfin, ils se replient dans la tristesse et peut-être un peu dans l'alcoolisme.

Pour les jeunes, je crois que ce qui domine d'abord c'est la question de l'identité puis celle des chances de réussite dans la vie. Pourquoi suis-je ici avec eux? De qui suis-je le fils? Eventuellement de qui suis-je l'ami? Ensuite, que puis-je être moi qui finalement vois les mêmes choses que les autres à la télévision? Smaïn a bien réussi, pourquoi pas moi? Ce sont des choses très élémentaires. Pour eux, deux variables me paraissent essentielles: quelle chance de vie raisonnable leur est donnée dans le monde légitime des professions en France? Ont-ils encore des raisons d'être fiers d'être algériens?

Quand nous nous sommes réunis à la Sorbonne en février dernier, pour la paix civile en Algérie, j'ai été frappé qu'une jeune beur, de Conflans Ste Honorine, soit venue me dire: "*J'avais honte d'être algérienne, mais votre réunion me montre que toute l'Algérie n'est pas comme l'image qu'on m'en donne*", et elle s'est mise à pleurer. Rien n'était plus étonnant que cette jeune fille en larmes; et à côté d'elle, il y avait une autre jeune fille qui s'était sauvée d'Algérie et qui pleurait aussi...

Je crois qu'il est important pour cette génération non seulement d'avoir des chances de réussite dans la société française, mais aussi de retrouver un sentiment de fierté vis-à-vis "du pays" — le pays étant l'Algérie et non la France.

L'Algérie n'est pas un pays dont on puisse avoir honte; la honte se transforme en agressivité, et on dira: "*C'est vous qui donnez de l'Algérie cette vision*", et il y aura une misère psychologique. Et la misère psychologique, ajoutée à l'idée qu'ils n'ont pas de chances de réussite, explique tellement de violences dans les banlieues, on a raison de dire: "*Ce qui s'est passé pour la manifestation du CIP, cela se passe au jour le jour, au quotidien, dans les banlieues.*"

— *Quelles sont, selon vous, les priorités du CISIA aujourd'hui?*

Nous continuons d'avoir toujours deux attitudes: faire connaître les victimes et ne pas laisser l'oubli et le commérage s'installer. Témoigner

pour dire qui sont les victimes et ce que font les intellectuels et les intermédiaires sociaux algériens. Avec d'autres organisations, nous avons fait un texte sur les femmes qui n'a pas été publié... Les femmes qu'elles soient voilées ou pas, sont mises à l'écart de l'espace public, méprisées, puis victimes de violence et prises en otage. Témoigner pour que les otages ne soient pas oubliés, témoigner contre les prises d'otage, que ce soit le fait d'un camp ou d'un autre. Je sais qu'on nous accuse d'être des espèces de "camusiens" mais, à la réflexion, Albert Camus n'est pas méprisable. Quand nous avons appelé à la paix civile, cela ne signifie évidemment pas n'importe quel type de paix civile. Pour nous, la fin de la violence c'est aussi une action positive de reconnaissance de la pluralité algérienne, et cela nous continuerons à le faire savoir.

Le deuxième aspect de notre action, c'est aussi d'essayer d'agir, dans la mesure de nos très faibles moyens, auprès du gouvernement français pour que des possibilités d'accueil soient offertes à tous ceux qui sont contraints, au dernier moment, de quitter l'Algérie — quelquefois en abandonnant tout. Nous le faisons en collaboration avec Reporters sans frontières et le Syndicat des journalistes pour les journalistes, avec le SneSup pour les enseignants et nous intervenons également auprès du CNRS et du ministère de l'Education nationale, et de même pour d'autres professions. Nous essayons aussi d'obtenir que le gouvernement français accorde de manière ouverte des visas permettant de chercher du travail afin d'avoir un début d'installation

Quant à nos rapports avec les médias, ils sont assez difficiles. Les journalistes en mal de reportage viennent nous voir, et cela se passe bien avec certains d'entre eux qui sont dans l'audio-visuel. En revanche, la prise en compte de ce que nous faisons par la presse écrite est assez limitée; peut-être que ces journalistes ont d'autres éléments d'informations et des connaissances sur l'Algérie que je n'ai pas.

Propos recueillis
par
Bernard Ravenel

Jean Leca est professeur à l'Institut d'Etudes politiques de Paris.

¹ CISIA 105 Bd Raspail 75006 Paris.